

Convention collective

IDCC : 9372. – **EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES
(INDRE-ET-LOIRE)
(19 février 1975)**

(Etendue par arrêté du 6 juillet 1976,
Journal officiel du 21 août 1976)

■ *Journal officiel* du 5 juin 2007

**Arrêté du 30 mai 2007 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les exploitations
horticoles et pépinières du département d'Indre-et-Loire (n° 9372)**

NOR : AGRF0755445A

La ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3 et L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 6 juillet 1976 portant extension de la convention collective de travail du 19 février 1975 concernant les exploitations horticoles et pépinières du département d'Indre-et-Loire et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 6 juillet 2006 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 9 février 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 64 du 6 juillet 2006 à la convention collective de travail du 19 février 1975 concernant les exploitations horticoles et pépinières du département d'Indre-et-Loire sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 2007.

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur du travail
chargé de la sous-direction
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/6, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.